

Où est la politique culturelle ambitieuse promise dans le programme de majorité ? Pas dans le plan triennal puisque 2013 est annoncée comme une année de transition. Ni dans le reste du budget, où on ne retrouve quasi rien de la partie Culture du programme de majorité... A commencer par la première promesse : « maintenir et augmenter les budgets dédiés à la politique culturelle de la Ville, contrairement à la tendance internationale actuelle qui consiste à équilibrer les budgets en coupant dans les dépenses culturelles ».

Brufête et Bruxelles-Musées-Expositions voient leurs subsides diminuer chacun de 30.000€. Pourquoi ? Pour Brufête, c'est un subside octroyé par Mr. Close qui ne se retrouve plus dans la liste des transferts de cette année et pour Bruxelles-Musées-Expositions, c'est une diminution de 30.000 euros des frais de fonctionnement. Pour les autres institutions culturelles, c'est le statu quo. Ce qui, vu ne fût-ce que l'indexation des dépenses de personnel, équivaut à un définancement.

Mis à part la rénovation de Bruegel et la rénovation (de la rénovation) d'Utopia, rien n'est non plus vraiment prévu dans les investissements. Les grands projets de Musées, les grands projets de « pôle culturel et artistique », ... ce n'est pas pour aujourd'hui.

Au-delà du tourisme culturel (qui voit, lui, par contre ses moyens substantiellement augmenter), nous voulons donc rappeler qu'il est primordial de mener une politique culturelle ambitieuse pour la Ville, pour et par ses habitants. Le projet de budget indique que la Ville préfère sans doute attendre 2014... Espérons que c'est reculer pour mieux sauter...

En ce qui concerne la sécurité, le projet de budget ne permet pas non plus de voir comment toutes les promesses de la majorité seront mises sur pied. 5,4% d'augmentation de la dotation, ok, cela permettra donc le renforcement de la brigade cycliste et l'engagement d'agents... Mais rien n'est prévu pour la

réorganisation des commissariats, la réduction du temps d'intervention, ni même les travaux de désamiantage dans le commissariat central ... En ce qui concerne la prévention, si les moyens de Bravvo augmentent de 331.000 €, on doute que cela va leur permettre de remplir toutes les missions dont la majorité voudrait bien qu'il se charge (dont celle de repérer les jeunes qui veulent partir en Syrie, a-t-on appris dans les médias ce week-end). 331.000 €, je ne suis même pas sûre que ça permette d'engager 10 agents de terrain...

Par contre, s'il y a bien un point sur lequel le Collège est très clair, c'est l'augmentation attendue des rentrées pour les sanctions administratives communales. De 50.000€ budgétés en 2012, on passe à 500.000 € budgétés en 2013. Je ne peux que répéter l'opposition de mon groupe : il y a une confusion entre exécutif, législatif et judiciaire. Nous n'avons toujours pas évalué la convention passée avec le parquet. Le 17 décembre dernier, lors de la création de la cellule sanctions administratives, nous vous avons déjà interpellés sur le fait qu'il est plus que malsain de demander à des agents de financer leur emploi par les rentrées de la sanction qu'ils donnent. A ce moment-là, vous parliez même d'une rentrée de 3 millions d'euros. Nous n'avons pas changé d'avis. Nous nous opposons à ce que la Ville se finance à partir des sanctions administratives communales, d'autant (et je me répète encore) que leur but est de disparaître et de perdre à terme leur raison, puisque leur fonction est dissuasive.